



**CCI AIX MARSEILLE
PROVENCE**

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Groupement de commandes

**Contrôles réglementaires, diagnostics techniques et immobiliers
LOT 2 – Diagnostics amiante et plomb**

N° 25-M-S3Y-040

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Coordonnateur du groupement de commandes

Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence

Palais de la Bourse

9 La Canebière

CS21856

13221 MARSEILLE CEDEX

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
CHAPITRE I GENERALITES	3
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2 - LIEUX D'EXECUTION DU MARCHE.....	3
ARTICLE 3 - DEFINITION DES INTERVENANTS	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DE RESULTATS	4
CHAPITRE II LOT 2 - DIAGNOSTICS AMIANTE ET PLOMB.....	5
ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 6 - CERTIFICATION ET ACCREDITATION.....	5
ARTICLE 7 - DISPOSITIONS DIVERSES	5
7.1 MOYENS D'ACCES ET D'INVESTIGATIONS.....	5
7.2 REPRISE OU COMPLEMENT DES INVESTIGATIONS.....	6
ARTICLE 8 - DIAGNOSTIC DE REPERAGE AMIANTE	6
8.1 TEXTES DE REFERENCES	6
8.2 PRESTATIONS INCLUSES DANS LA MISSION	7
ARTICLE 9 - DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE.....	9
ARTICLE 10 - DIAGNOSTIC PLOMB.....	10
10.1 OBJECTIFS	10
10.2 TEXTES DE REFERENCES	10
10.3 PRESTATIONS INCLUSES DANS LA MISSION	10
ARTICLE 11 - ANNEXE	11

CHAPITRE I

GENERALITES

ARTICLE 1 - **OBJET DU MARCHE**

Les membres du groupement sont propriétaires ou locataires de locaux dont ils assurent l'exploitation et porte la responsabilité des installations. A ce titre, ils sont soumis à l'obligation de faire réaliser l'ensemble de ses diagnostics amiante et/ou plomb de son patrimoine immobilier pour les bâtiments antérieurs à juillet 1997 et dans tous les logements construits avant 1949.

ARTICLE 2 - **LIEUX D'EXECUTION DU MARCHE**

Les prestations envisagées au titre du présent lot concernent l'ensemble des sites mentionnés ci-dessous répartis par membre du groupement et listés précisément à l'annexe 1 commun CCTP « Liste générale des sites ».

A titre indicatif, les sites sont occupés pendant les horaires d'ouverture du lundi au samedi, hors dimanches, jours fériés et hors vacances scolaires : 8h00 à 18h00 sauf pour les bâtiments à destinations « logement » où les interventions auront lieu en horaires décalés, soit de 18H00 à 20H00.

CCI métropole Aix Marseille Provence (CCIAMP)

- **Palais de la Bourse** – 9, La Canebière – 13001 Marseille
- **Beauvau** – 2, Rue Beauvau – 13001 Marseille
- **Mazarine** – 2, Rue Villars – 13100 Aix-en-Provence
- **Espace Forbin** – 7, place John Rewald – 13100 Aix-en-Provence
- **Gambetta** – 11, cours Gambetta – 13100 Aix-en-Provence
- **Luminy ILE** - 163 Avenue de Luminy – Marseille
- **Fortia / Legs Dufay** - 19 Rue Fortia – Marseille
- **Centre de vie l'Anjoly** - 98 avenue de l'Europe – Vitrolles
- **Athélia II** - ZAC Athelia II 219 Avenue du Serpolet – La Ciotat
- **Aubagne** - 248, avenue des Paluds Centre Agora Bat A ZI les Paluds – Aubagne
- **Immeuble De Gaulle** – 1 place du Général De Gaulle – 13 001 Marseille
- **Grand Pré bureaux** - 117-119 Ancien Chemin de Cassis – 13009 Marseille
- **Grand Pré bastide** - 117-119 Ancien Chemin de Cassis – 13009 Marseille
- **Salon Gimon** – 246 Cours Gimon – 13300 Salon de Provence

SASU LES ESCAMPONS

- **Castellane** – 1, rue Saint Sébastien – 13006 Marseille
- **CMCI (2^{ème} étage)** – 2, rue Henri Barbusse – 13001 Marseille
- **Vaufrèges** – 11, avenue de Luminy – 13009 Marseille
- **Martigues** – 3, avenue José Nobré – Zone Ecopolis Sud – 13501 Martigues Cedex

SASU ANSE DE LA RESERVE

- **Anse de la réserve** – 34 bd Charles Livon - 13007 Marseille

SCI BASTIDE GRAND PRE

- **Grand Pré logement** - 117-119 Ancien Chemin de Cassis – 13009 Marseille

SA ESCM

- **Sainte-Victoire (uniquement bât. Océanie et Asie)** - 35 rue Sainte Victoire – 13006 Marseille

Si un des membres du groupement venait à acquérir ou louer un nouveau bien, le périmètre des sites évoluera en conséquence et sera intégré au présent accord-cadre.

ARTICLE 3 - **DEFINITION DES INTERVENANTS**

En complément de la liste des membres du groupement cités précédemment, les autres acteurs sont :

- Le Responsable du Facilities Management ou le Responsable Sûreté/Sécurité des sites ayant pour mission la mise en œuvre et le contrôle des prestations ;
- Le Titulaire représenté par un interlocuteur unique identifié auprès des membres du groupement ;
- Les intervenants du Titulaire : personnels d'intervention seuls autorisés à intervenir sur les sites pour lequel le marché est effectif.

ARTICLE 4 - **OBLIGATIONS DE RESULTATS**

Tous les moyens et modalités décrits dans le présent CCTP ou tous les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimaux nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations.

Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière.

Il se réalisera sur émission de bons de commande suivant les besoins.

Pour l'établissement des prix unitaires, le titulaire est tenu de prendre connaissance, dans leur totalité, des documents fournis.

Il pourra signaler, le cas échéant, au maître d'ouvrage, les erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait constater et ceci pendant la période d'étude de sa proposition, en tout état de cause jamais après la remise de celle-ci.

Dans le cadre du présent lot, le Titulaire est tenu de :

- Réaliser les diagnostics amiante et/ou plomb commandés par les membres du groupement conformément à la réglementation applicable et aux exigences du bon de commande ;
- Rédiger/compléter le Dossier Technique Amiante (DTA) suite aux prestations de diagnostics dans le respect des conditions fixées dans le bon de commande.

CHAPITRE II

LOT 2 - Diagnostics amiante et plomb

ARTICLE 5 - **DEFINITION DES PRESTATIONS**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les prestations à réaliser sont, selon les besoins des membres du groupement, inscrites en particulier dans les missions réglementaires suivantes :

- Rapport de Repérage Amiante ;
- Diagnostic technique amiante ;
- Mise à jour de DTA avec fiche récapitulative, selon les dispositions du Décret 2011-629 du 3 juin 2011 et ses Arrêtés d'application du 12 et 21 décembre 2012. Ceci aussi en conformité à l'Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis.

L'objectif du repérage est d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés dans l'immeuble et susceptibles de libérer des fibres d'amiante en cas d'agression mécanique résultant de l'usage normal des locaux (chocs et frottements) ou d'opérations d'entretien, de maintenance, de réhabilitation et de démolition. Le résultat de la mission est l'établissement exhaustif d'un état de la présence d'amiante et du/des rapport(s) de repérage. A l'issue de ces repérages, le Titulaire devra réaliser ou mettre à jour les Dossiers Techniques Amiante pour les bâtiments couverts par le marché.

Toutes les prestations qui ne s'avéraient pas conformes aux prescriptions du présent CCTP seront refusées et l'opérateur de repérage devra les recommencer.

ARTICLE 6 - **CERTIFICATION ET ACCREDITATION**

Le Titulaire devra détenir un certificat de compétence en cours de validité conformément à l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante et plomb dans les immeubles bâtis et au référentiel NF ISO/CEI 17024.

En vertu de l'article 3.2.2 de l'arrêté susvisé, « la validité d'une certification est de cinq ans ». Par conséquent, une fois la validité de la certification dépassée, le Titulaire est tenu de justifier au pouvoir adjudicateur dans un délai maximum d'un mois, le renouvellement de la certification. A défaut de certification valide, le marché pourra être résilié conformément à l'article 17.1 du CCAP.

Les laboratoires d'analyses devront être accrédités suivant les exigences de la norme NF EN ISO/CEI 17025 et aux référentiels COFRAC :

- Programme 144 (Essais concernant la recherche d'amiante dans les matériaux et dans l'air).
-

ARTICLE 7 - **DISPOSITIONS DIVERSES**

7.1 MOYENS D'ACCES ET D'INVESTIGATIONS

Le Titulaire est tenu de prévenir le Responsable du Facilities Management ou le Responsable Sûreté/Sécurité des sites dans un délai de 72 heures avant chaque intervention.

Par dérogation aux articles 3.24.1 et 3.3 de la norme X 46-020, le pouvoir adjudicateur ne fournit aucun autre moyen d'accès que ceux permettant d'entrer dans les locaux par les ouvertures existantes.

De même, le pouvoir adjudicateur, ne fournit aucun moyen de démontage, ni ne fait procéder à aucun démontage préalable de structures, machines, capots ou protections. A cet effet, le Titulaire s'équipera des outils manuels ou motorisés dont il aura besoin. En cas de perforations, carottages ou sciages, ces outils seront équipés d'aspiration à la source, afin d'éviter la propagation de fibres d'amiante.

Il devra également confiner ou protéger tous ces prélèvements destructifs par tout moyen utile (scotch, protection plastique, etc.) pour éviter également la propagation de fibres d'amiante.

7.2 REPRISE OU COMPLEMENT DES INVESTIGATIONS

En cas de contestation des résultats de ses investigations, par quiconque ayant un droit de regard sur le contenu de son rapport, ou par toute personne physique ou morale en ayant l'utilisation, le Titulaire est tenu d'assister le pouvoir adjudicateur et de justifier ses résultats.

En cas de manquement, de lacune ou d'omission, le Titulaire est tenu à la reprise complète de ses investigations et de son rapport.

ARTICLE 8 - DIAGNOSTIC DE REPERAGE AMIANTE

8.1 TEXTES DE REFERENCES

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire qui doit se confirmer aux textes réglementaires et autres documents en vigueur à la date du marché et notamment les suivants :

- Code de la santé publique (Partie législative) – Livre III : protection de la santé et l'environnement – Titre III : prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail – Chapitre IV : lutte contre la présence de plomb – Articles L1334-1 à L1334-13
- Code de la santé publique (Partie réglementaire) – Livre III : protection de la santé et l'environnement – Titre III : prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail – Chapitre IV : lutte contre la présence de plomb ou d'amiante et contre les nuisances sonores – Articles R1334-1 à R1334-13 – Chapitre VII : Dispositions pénales – Articles R1337-2 à R1337-5
- Code du travail (Partie réglementaire) – Livre II : Réglementation du travail – Titre III : Hygiène et sécurité – Section V bis : mesures particulières de protection contre les risques liés à l'amiante – Articles R231-59 à R231-59-16
- Décret n°2003 – 462 du 21 mai 2003 relatif aux dispositions réglementaires des parties I, II et III du Code de la santé publique,
- Décret n°2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le Code du travail,
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis,
- Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante,
- Arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition,
- Arrêté du 2 décembre 2002 relatif à l'exercice de l'activité et à la formation des contrôleurs techniques et techniciens de la construction effectuant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante,

- Arrêté du 6 mars 2003 relatif aux compétences des organismes procédant à l'identification d'amiante dans les matériaux et produits,
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.
- Arrêté du 1er juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante.
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif à l'amiante.

La méthodologie d'intervention sera effectuée en application des textes suivants :

- Norme NF X46.020 – Décembre 2008 – Diagnostic amiante – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis – Mission et méthodologie ;
- Norme expérimentale XP X46-023 – Octobre 2005 – Eléments de cartographie du repérage de matériaux contenant et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- Norme NF X 46-020 du 5 août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Dispositions générales de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.
- Code du travail - Partie réglementaire ancienne - Quatrième partie : Santé et sécurité au travail - Livre V : Prévention des risques liés à certaines activités ou opérations - Titre Ier : Travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure - Chapitre II : Mesures préalables à l'exécution d'une opération - Section 3 : Plan de prévention.
- Code du travail - (Partie réglementaire ancienne) - Livre II : Réglementation du travail - Titre III : Hygiène et sécurité - Chapitre VII : Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure – Section 2: Mesures de prévention préalables à l'exécution d'une opération - en application de l'article R237-8, plan de prévention / travaux dangereux.

8.2 PRESTATIONS INCLUSES DANS LA MISSION

Avant la réalisation d'un diagnostic, une réunion préalable aura lieu en présence du Responsable du Facilities Management ou le Responsable Sûreté/Sécurité des sites). Le Titulaire sera convoqué par le représentant du membre concerné dans un délai de 5 jours ouvrés maximum.

Cette réunion se tiendra principalement sur le site afin de :

- Définir les modalités d'accès,
- Servir de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis, conformément à l'arrêté du 26 juin 2013,
- Identifier si nécessaires des moyens d'accès aux matériaux à mettre en œuvre. Les moyens de visites (échelles, nacelles, ...) ainsi que le matériel nécessaire à la réalisation des prélèvements et sondages destructifs sont à la charge du titulaire,
- Convenir de la date de démarrage de la mission et son délai de réalisation.

A l'issue de cette réunion, le Titulaire transmettra par mail un compte rendu de l'ensemble des éléments abordés au représentant du membre concerné.

La mission de repérage amiante comprend les prestations suivantes :

- Les déplacements,
- La rédaction d'un plan de prévention,
- L'analyse des documents existants communiqués par le pouvoir adjudicateur (rapports, plans, DTA, ...) ;

- La recherche exhaustive et le constat visuel de la présence de produits et matériaux qui correspondent aux composants ou parties de composants listés à l'arrêté du 26 juin 2013 susmentionné.
- Les prélèvements et sondages destructifs nécessaires :
 - o L'opérateur de repérage définit sous sa seule responsabilité, parmi les sondages, ceux qui doivent donner lieu à un ou plusieurs prélèvements. Ce nombre est représentatif des surfaces considérées et doit, sauf motifs dûment justifiés, être conforme aux prescriptions de l'annexe A de la norme NF X 46-020 de décembre 2008,
 - o Les prélèvements sont effectués sur toute l'épaisseur pour les flocages, calorifugeages et faux-plafonds ou au niveau de la couche superficielle pour les autres types de matériaux et produits,
 - o Les prélèvements seront en nombre nécessaires, mais pas en nombre excessifs, tout le dossier de repérage sera transmis en intégralité au pouvoir adjudicateur (ou maître d'œuvre). Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer le nombre de prélèvements proposés par le Titulaire.
 - o Par exception aux dispositions ci-avant, l'opérateur de repérage s'obligera, lors des prélèvements de dalles de sol susceptibles de contenir de l'amiante, de prélever un échantillon multicouche (dalle + colle + ragréage éventuel). L'analyse qualitative du prélèvement portera sur chaque couche.
- Les analyses en laboratoire agréé dans un délai raisonnable,
- L'établissement d'un rapport de repérage conformément à l'annexe C de la norme NF XC 46-020 de décembre 2008 « Diagnostic amiante – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis – Mission et méthodologie » et intégrant les recommandations de la Norme expérimentale XP X 46-023 – Octobre 2005 (Eléments de cartographie du repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis) pour ce qui concerne la localisation des matériaux et produits contenant ou susceptibles de contenir de l'amiante. Les éléments de cartographie du repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante doivent permettre l'identification absolue du lieu et du matériau. Le rapport intégrera un quantitatif estimatif (m², ml) des matériaux et produits contenant de l'amiante sans engagement contractuel de la part du titulaire.
- La réalisation et/ou la mise à jour du Dossier Technique Amiante par bâtiment.

Dans le cas où des locaux ne pourraient être visités, l'opérateur de repérage indiquera précisément leur localisation et les motifs d'inaccessibilités dans la fiche de repérage établie à la fin de sa visite.

CONTENU DE LA MISSION D'ETAT D'AMIANTE ETABLI A L'OCCASION D'UNE VENTE

La mission comprend les prestations suivantes :

- l'examen exhaustif de toutes les différentes parties de l'immeuble bâti, y compris les annexes s'il y a lieu
- l'identification et la localisation des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la Santé Publique, en vue de la vente de tout ou partie de l'immeuble bâti
- le prélèvement d'échantillons pour pouvoir conclure quant à la présence d'amiante, leur traçabilité
- les analyses en laboratoire agréé dans un délai raisonnable,
- l'établissement d'un rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante sera sous demande au groupement

Dans le cas où des locaux ne pourraient être visités, l'opérateur de repérage indiquera précisément leur localisation et les motifs d'inaccessibilités dans la fiche de repérage établie à la fin de sa visite.

CONTENU DE LA MISSION D'ETAT D'AMIANTE ETABLI A L'OCCASION D'UNE LOCATION OU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE PARTIES PRIVATIVES

La mission comprend les prestations suivantes :

- la recherche des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la Santé Publique accessibles sans investigation approfondie destructive par l'examen exhaustif des parties privatives des immeubles collectifs d'habitation, en vue de la constitution du dossier Amiante Parties Privatives

- l'identification et la localisation des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la Santé Publique, en vue de la vente de tout ou partie de l'immeuble bâti
- la demande complémentaire de prélèvement d'échantillons pour pouvoir conclure quant à la présence d'amiante, leur traçabilité
- les analyses en laboratoire agréé dans un délai raisonnable,
- l'établissement d'un rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante sera sous demande au groupement
- recoupement du rapport de repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante
- une fiche récapitulative
- l'établissement d'un Dossier Amiante Parties Privatives.

Dans le cas où des locaux ne pourraient être visités, l'opérateur de repérage indiquera précisément leur localisation et les motifs d'inaccessibilités dans la fiche de repérage établie à la fin de sa visite.

ARTICLE 9 - **DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE**

Le dossier technique amiante est mis à jour lors de toute opération de repérage ou de travaux portant sur des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Le dossier technique amiante doit être constitué et réunir les informations et documents suivants :

- Les rapports de repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante,
- La date, la nature, la localisation (reportée sur plans et croquis) et les résultats des évaluations périodiques de l'état de conservation, des mesures d'empoussièrement, des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante et des mesures conservatoires mises en œuvre,
- Les recommandations générales de sécurité à l'égard de ces matériaux et produits, notamment procédures d'intervention, y compris les procédures de gestion et d'élimination des déchets,
- Une fiche récapitulative.

La fiche récapitulative doit permettre un accès rapide aux informations essentielles issues du repérage, elle mentionne :

- La date de rédaction du dossier technique amiante, et de ses mises à jour,
- L'identification de l'immeuble
- Les coordonnées de la personne qui détient le dossier technique amiante,
- Les modalités de consultation du dossier technique amiante,
- La liste des locaux où a été mené le repérage,
- La liste des matériaux contenant de l'amiante et leur localisation précise,
- L'état de conservation de ces matériaux,
- Les mesures préconisées par l'opérateur de repérage lorsque des matériaux contenant de l'amiante ont été repérés,
- Les consignes générales de sécurité,
- Les travaux de retrait ou de confinement de l'amiante ayant déjà eu lieu.

Le dossier technique amiante sera réalisé, par site et par bâtiments et transmis dans **un délai de 10 jours calendaires à compter de la fin des investigations**. A défaut le titulaire s'expose à des pénalités prévues à l'article 15 du CCAP.

Le Titulaire est tenu d'envoyer par mail un exemplaire (sous format PDF, Word, Excel) du dossier technique amiante au membre du groupement concerné.

Le Titulaire assurera à chaque membre du groupement la possibilité de consulter et de télécharger les dossiers techniques amiante via l'accès à un site internet pendant toute la durée du marché.

ARTICLE 10 - **DIAGNOSTIC PLOMB**

10.1 OBJECTIFS

Le diagnostic plomb a pour objectif :

- D'identifier les zones présentant des peintures ou tout autre matériaux chargées au plomb afin de permettre aux entreprises d'établir les mesures de prévention pour réduire les risques des ouvriers lors des travaux de démolition.
- De prévoir les filières d'élimination des déchets recouverts de ces peintures ou tout autres matériaux.

10.2 TEXTES DE REFERENCES

- Code de la santé publique (Partie législative) – Livre III : protection de la santé et l'environnement – Titre III : prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail – Chapitre IV : lutte contre la présence de plomb – Articles L1334-1 à L1334-13 ;
- Code de la santé publique (Partie réglementaire) – Livre III : protection de la santé et l'environnement – Titre III : prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail – Chapitre IV : lutte contre la présence de plomb ou d'amiante et contre les nuisances sonores – Articles R1334-1 à R1334-13 ;
- Code du travail (Partie réglementaire – Décrets en Conseil d'Etat) – Livre II: Réglementation du travail – Titre III : Hygiène et sécurité – Section V: protection du risque chimique – Sous-section 8: Dispositions spécifiques à certains agents chimiques dangereux – Articles R231-58-4 à R231-58-6 ;
- Décret n°2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme et modifiant les articles R1334-1 à R1334-13 du Code de la santé publique ;
- Protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le Code du travail ;
- Circulaire DGS/SD7C/2001/27 n°2001-27 et UHC/QC/1 n°2001-1 du 16 janvier 2001 relative aux états des risques d'accessibilité au plomb réalisés en application de l'article L1334-5 de la loi du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;
- Dispositions générales de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.
- Code du travail - Partie réglementaire ancienne - Quatrième partie : Santé et sécurité au travail - Livre V : Prévention des risques liés à certaines activités ou opérations - Titre Ier : Travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure - Chapitre II : Mesures préalables à l'exécution d'une opération - Section 3 : Plan de prévention.

10.3 PRESTATIONS INCLUSES DANS LA MISSION

La mission comprend les prestations suivantes :

- Les déplacements,
- La rédaction d'un plan de prévention,
- L'analyse des documents existants communiqués par le pouvoir adjudicateur (rapports d'états des risques d'accessibilité au plomb, plans, etc.),
- L'analyse par appareil portable à fluorescence X des unités de diagnostic. Chaque unité de diagnostic fera l'objet d'au moins deux analyses,
- L'établissement d'un rapport de repérage réalisé avec un souci de clarté et comprendra les informations et documents suivants :

- La liste complète des pièces constituant le rapport, annexes comprises, et le nombre total de pages,
- L'identification et les coordonnées du membre du groupement concerné,
- L'identification et les coordonnées du Titulaire (organisme chargé de la mission),
- L'identification de l'inspecteur et sa signature,
- La ou les date(s) d'inspection et la date du rapport,
- L'adresse et la localisation du bien immobilier qui a fait l'objet de la mission,
- Un plan d'ensemble du site et des croquis des locaux diagnostiqués,
- Le type d'appareil XRF utilisé le cas échéant,

Pour charge unité de diagnostic du bâtiment :

- Les résultats en mg/cm² de la ou des mesure(s) XRF réalisé(es)
- Des photographies numériques de l'unité de diagnostic avec un repérage sur plan ou schéma, pour permettre l'indication absolue du lieu et du matériau.
- L'indication du dépassement ou du non-dépassement du seuil réglementaire de concentration en plomb.

Le dossier technique plomb sera réalisé, par site et par bâtiments et transmis dans **un délai de 10 jours calendaires à compter de la fin des investigations**. A défaut le titulaire s'expose à des pénalités prévues à l'article 15 du CCAP.

Le Titulaire est tenu d'envoyer par mail un exemplaire (sous format PDF, Word, Excel) du dossier technique plomb au membre du groupement concerné

Le Titulaire assurera à chaque membre du groupement la possibilité de consulter et de télécharger les dossiers techniques plomb via l'accès à un site internet pendant toute la durée du marché.

ARTICLE 11 - **ANNEXE**